

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-barthélémy

Saint-barthélémy, le 21 juin 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **IMAYE GRAPHIC**

ZI des Touches  
96 bd Henri Becquerel - BP 2159  
53000 Laval

Références : 2024-254\_IMAYE GRAPHIC - LAVAL\_INSP\_RAP.odt  
Code AIOT : 0006303457

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2024 dans l'établissement IMAYE GRAPHIC implanté ZI des Touches 96 bd Henri Becquerel - BP 2159 53000 Laval. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IMAYE GRAPHIC
- ZI des Touches 96 bd Henri Becquerel - BP 2159 53000 Laval
- Code AIOT : 0006303457
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les installations sont implantées sur la parcelle n°444 de la section AP du plan cadastral de la

commune de Laval. La superficie totale du site est de 29 300 m<sup>2</sup> ; la superficie bâtie est de 12 634 m<sup>2</sup> et les autres surfaces imperméabilisées représentent une surface d'environ 8 400 m<sup>2</sup> (voies de circulation et parking en enrobé).

La société IMAYE GRAPHIC a pour activité principale la production de magazines et de documents papier. Sa consommation annuelle maximale est de 90 000 t de papier et de 1 300 t d'encre. Pour cela, elle dispose des principaux équipements suivants :

- 1 groupe d'impression (rotatives offset à séchage thermique) de type KBA avec 1 incinérateur indépendant associé (capacité de 16 pages, 1,8 t/h de papier, 25 kg/h d'encre) ;
- 2 groupes d'impression (rotatives offset à séchage thermique) de type MANROLAND avec sécheur épurateur intégré (capacité 64 pages, 5,6 t/h de papier, 80 kg/h d'encre) ;
- une aspiration des chutes, rognures et poussières de papier, associée à des compacteurs et un dépoussiéreur (filtres à manches) ;
- des installations de réfrigération et de compression (groupes froid, climatisations et compresseurs) ;
- des installations de combustion (2 chaudières de 337 kW chacune fonctionnant au gaz naturel) ;
- des dépôts de papier/carton pour un volume maximal de 8 800 m<sup>3</sup> réparti en 13 îlots d'au maximum 7 m de haut.

L'activité se déroule du dimanche 23 h au samedi 19 h.

**Thèmes de l'inspection : AN24 Air COV**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Traitement des fumées - entretien	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
2	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	/	Demande d'action corrective	30 jours
4	Respect des VLE - tableau des VLE	Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 3.5.3.3	/	Demande d'action corrective	30 jours
5	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	/	Demande d'action corrective	30 jours
6	Caractéristiques des émissaires	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
9	Rétention	Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 7.4.2 Alinéa 3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Respect des VLE - conformité aux rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	/	Sans objet
7	Autosurveillance – conditions de respect des VLE (NOx et CO)	Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 3.5.5	Susceptible de suites	Sans objet
8	Fuites d'encre - Constat de la VI du 18/02/2021	Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 7.4.5 Alinéa 3	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur les suites données à la dernière visite d'inspection en date du 11 octobre 2022 et sur l'action nationale relative au contrôle des rejets atmosphériques avec focus sur les composés organiques volatils (COV). La précédente visite d'inspection avait permis de constater le respect des dispositions relatives aux modalités de collecte des effluents atmosphériques, aux modalités de prélèvements et d'analyses des paramètres et aux Valeurs Limites d'Emissions. Dans le cadre de l'action nationale sus-mentionnée, le contrôle a porté sur les dispositions prises quant au maintien en bon état des installations de traitement des rejets atmosphériques, sur le respect des Valeurs Limites d'Emission en COV (diffuse et canalisée) et sur la mise en place du Plan de Gestion de Solvants.

Au cours de la présente visite d'inspection, un point a également été effectué sur l'instruction du dossier de réexamen relatif à la publication des conclusions du BREF STS le 09 décembre 2020. Au jour de la visite d'inspection, aucune suite n'a été donnée par l'exploitant à la demande de compléments formulée par courrier du 13 octobre 2022.

Des actions correctives sont attendues pour lever les écarts constatés lors de la présente visite d'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Traitement des fumées - entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - entretien
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant rappelle que les rejets des trois installations d'impression sont traités respectivement par trois oxydateurs thermiques. Ceux-ci font l'objet d'un entretien régulier (annuel) selon l'exploitant par la Société DURR. Des rapports DURR sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutefois, les rapports mis à disposition ne permettent pas d'identifier l'oxydateur concerné. Par ailleurs, un des rapports est rédigé en anglais. Les éléments présentés ne permettent pas de vérifier le respect de la disposition réglementaire.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Suite à ce constat, il convient de transmettre, en version informatique et française, les trois derniers rapports d'entretien des oxydateurs thermiques (rapports DURR) tout en précisant les correspondances des installations vérifiées (N° de machine / imprimeur concerné) et de mettre en œuvre, le cas échéant, les travaux nécessaires au maintien en bon état des installations.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

## N° 2 : Traitement des fumées - conception

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que les installations d'impression MAN 1 et MAN 2 s'arrêtent automatiquement en cas de défaillance ou d'arrêt de l'oxydateur thermique associé. Les oxydateurs thermiques des MAN1 et MAN 2 sont intégrés dans les sècheurs des rotatives et fournissent l'air chaud permettant le séchage des encres. En cas de panne de ces équipements, l'impression devient impossible en l'absence de séchage.</p> <p>Pour l'installation d'impression KBA2 dont l'oxydateur thermique est externe à l'installation, l'exploitant déclare que le fonctionnement de la rotative est asservi au fonctionnement de</p>

<p>l'oxydateur via la sonde de température. Toutefois, lors de l'échange avec le service Maintenance, il est confirmé la présence d'une sonde de température avec un seuil d'alerte mais aucun asservissement n'est présent. L'arrêt de l'installation d'impression KBA2 s'effectue actuellement manuellement suite à l'alerte lumineuse présente en cas de température non conforme.</p> <p>Aucun registre de suivi des incidents survenus sur les oxydateurs n'est tenu.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Suite à ce constat, l'exploitant établit, met en oeuvre et transmet à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sa procédure spécifique en cas de défaillance de l'oxydateur thermique raccordé à l'installation d'impression KBA2,</li> <li>- un registre de suivi des incidents survenus au sein des oxydateurs thermiques (date des incidents, cause des incidents, solutions apportées pour remédier aux incidents, ...)</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

### N° 3 : Respect des VLE - conformité aux rejets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :</p> <p>1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;</p> <p>2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 14/05/2024, l'exploitant a transmis le rapport d'essais de Bureau Veritas relatif à la mesure des rejets atmosphériques du site Imaye Graphic à Laval (N° de rapport 352130530.R.2 du 08/03/2024 - Intervention du 19/02/2024 au 20/02/2024). Le contrôle a porté sur les émissaires suivants : Dépoussièreur, Groupe Rotative MAN1, Sécheur Rotative MAN1, Plieuse rotative MAN1, Groupes d'impression rotative MAN2, Sécheur rotative MAN2, Plieuse rotative MAN2, Groupe d'impression rotative KBA2, Sécheur rotative KBA2, Groupe Vernis KBA2, Sécheur épurateur rotative MAN1, Sécheur épurateur rotative MAN2, Incinérateur KBA2, soit 13 émissaires.</p> <p>Afin de garantir la représentativité de la mesure, les normes NF EN ISO 16911-1, NF EN 15259 et NF</p>

<p>X 43-551 doivent être appliquées. Le rapport de contrôle met en évidence des écarts aux normes pour l'ensemble des émissaires. Toutefois, le rapport mentionne que pour chacun des conduits, ces écarts aux référentiels normatifs ont un impact faible sur le résultat.</p> <p>Bureau Véritas Exploitation - Saint-Herblain est agréée par le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires via l'arrêté ministériel du 07 décembre 2023 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Les mesures ont été réalisées conformément aux méthodes normalisées définies par l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- NF EN 15058 pour le CO</li> <li>- NF EN 12619 pour les COVtotaux</li> <li>- NF EN 14792 pour les Nox</li> <li>- NF EN 13284-1 pour les poussières totales</li> </ul> <p>Après examen du rapport d'essais sus-mentionné, les mesures portant sur les polluants gazeux ont bien été réalisées sur une durée d'au moins 30 minutes, répétées au moins trois fois. En ce qui concerne les installations Sécheur épurateur rotative MAN1, Sécheur épurateur rotative MAN2 et Incinérateur KBA2 pour lesquelles une valeur limite d'émission en COVnm est imposée, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p> <p>Concernant les rejets de l'installation de dépoussiérage, la mesure portant sur les polluants particuliers a bien été réalisé sur une durée d'au moins 1 heure, conformément à la norme NF X 43-551.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Respect des VLE - tableau des VLE

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 3.5.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le flux maximal total annuel de composés organiques volatils non méthaniques rejetés, rejets canalisés et rejets diffus, est de 47 550 kg/an.</p> <p>Les rejets des 2 cheminées des sécheurs épurateurs des rotatives de type MANROLLAND, respectent les valeurs limites suivantes.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 mg/Nm<sup>3</sup> de carbone total pour les COV non méthaniques.</li> </ul> <p>Les rejets de la cheminée de l'incinérateur extérieur dédié à la rotative KBA respectent les valeurs limites suivantes.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 5 mg/Nm<sup>3</sup> de carbone total pour les COV non méthaniques.</li> </ul> <p>Le flux annuel des émissions totales, qui comprend toutes les émissions à l'exclusion des solvants incinérés, ne doit pas dépasser en masse 10 % de la consommation d'encre.</p> <p>Dans le cadre de son schéma de réduction de ses émissions, l'exploitant procède à l'élaboration de son plan de gestion des solvants, PGS, et calcule la quantité de solvants détruits.</p> <p>Pour l'élaboration de son PGS, sont considérés comme des rejets canalisés, les rejets effectués par les extracteurs mentionnés dans la liste figurant en annexe ; la part de solvant résiduelle contenue dans le produit fini n'est pas comptabilisée comme émissions diffuses.</p>

<p>L'incinérateur pour la rotative de type KBA est en fonction dès lors que la rotative est en production. De même, la fonction « épuration » des rotatives de type MANROLAND est en fonction dès lors qu'elles sont en production.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses, (non considérées comme canalisées), ne dépasse pas 10 % de la quantité de solvants utilisés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 14/05/2024, l'exploitant a transmis le rapport d'essais de Bureau Veritas relatif à la mesure des rejets atmosphériques du site Imaye Graphic à Laval (N° de rapport 352130530.R.2 du 08/03/2024 - Intervention du 19/02/2024 au 20/02/2024). Le contrôle a porté sur les émissaires suivants : Dépoussiéreur, Groupe Rotative MAN1, Sécheur Rotative MAN1, Plieuse rotative MAN1, Groupes d'impression rotative MAN2, Sécheur rotative MAN2, Plieuse rotative MAN2, Groupe d'impression rotative KBA2, Sécheur rotative KBA2, Groupe Vernis KBA2, Sécheur épurateur rotative MAN1, Sécheur épurateur rotative MAN2, Incinérateur KBA2, soit 13 émissaires.</p> <p>Le rapport d'essais sus-mentionné révèle les niveaux de concentration en COVnm suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sécheur épurateur MAN1 : 1,38 mg/Nm3</li> <li>• Sécheur épurateur MAN2 : 0 mg/Nm3</li> <li>• Incinérateur KBA2 : 0,331 mg/Nm3</li> </ul> <p>Les résultats d'analyse sont conformes aux Valeurs Limites d'Emission définies par l'arrêté préfectoral du 31/05/2018.</p> <p>Le rapport d'essais présente un calcul de rendement de l'oxydateur KBA2. Ce calcul appelle les observations suivantes de la part de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le calcul du rendement doit se faire sur le flux de pollution et non pas sur la concentration,</li> <li>- le calcul doit être effectué, soit sur le paramètre COVtotaux, soit sur le paramètre COVnm. Le calcul présenté dans le rapport soustrait la teneur en CH4 en aval mais pas en amont. Sans justification particulière, ce calcul n'apparaît pas cohérent.</li> </ul> <p>Selon les données du Plan de Gestion de Solvant des émissions de l'année 2023, la quantité de solvant émise dans l'atmosphère (diffuse et canalisée) est de 9 027 kg. Le flux annuel des émissions totales ne dépasse pas en masse 10 % de la consommation d'encre. Le flux annuel des émissions diffuses, (non considérées comme canalisées) est de 1 371 kg, soit moins de 1% de la quantité de solvant utilisé (217 588 kg). Toutefois, l'examen détaillé de ce PGS appelle des observations de l'inspection des installations classées (cf. point de contrôle suivant).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 5 : Plan de gestion des solvants (PGS)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>



Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées son Plan de Gestion de Solvant des émissions de l'année 2023. Par courriel en date du 27 mai 2024, la société IMAYE GRAPHIC a transmis son Plan de Gestion de Solvant des émissions de l'année 2023. L'examen du document appelle les observations suivantes de la part de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Page 8/17 : Compte tenu des caractéristiques des extracteurs d'air (débit non mesurable précisément, absence de conduit, et phénomène de dilution/mélange avant l'extraction en toiture), ces rejets sont à considérer comme étant des émissions fugitives (04) et non pas des émissions canalisées (01)</li> <li>• Page 14/17 : Le total de la quantité de solvant présenté au sein du tableau 6 n'est pas correct. A expliquer ou à corriger</li> <li>• Page 15/17 : Il est estimé une quantité totale de solvants organiques contenus dans les déchets (O6) de 6310,09 kg. L'obtention de cette valeur n'est pas détaillée explicitement. A corriger.</li> <li>• Page 15/17 : Concernant les solvants de nettoyage contenus dans les chiffons de nettoyage, l'unité en g est erronée. Il s'agit de kg. A corriger.</li> <li>• Page 16/17 : Détailler quantitativement le calcul des solvants détruits (05). A noter que les rejets canalisés (01) ne comprennent pas uniquement des rejets issus des oxydateurs thermiques. Pour plus de précisions, la quantité de solvants détruits doit être déterminée sur la base des flux de solvants mesurés en amont et en aval des oxydateurs thermiques</li> <li>• Page 17/17 : Il convient d'être conclusif sur la conformité des rejets diffus</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit compléter son PGS en fonction des observations formulées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 6 : Caractéristiques des émissaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vitesse d'éjection
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m<sup>3</sup>/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup>/h.

**Constats :**

Par courriel du 14/05/2024, l'exploitant a transmis le rapport d'essais de Bureau Veritas relatif à la mesure des rejets atmosphériques du site Imaye Graphic à Laval (N° de rapport 352130530.R.2 du 08/03/2024 - Intervention du 19/02/2024 au 20/02/2024).

Pour rappel, lors de la précédente visite d'inspection du 11/10/2022, les vitesses d'éjection du Sécheur épurateur MAN1 et Incinérateur KBA2 n'étaient pas conformes.

L'examen du rapport d'essais sus-mentionné révèle que les mesures de vitesse d'éjection suivantes :

- Incinérateur KBA2 : 2,1 m/s pour une limite minimale à 8 m/s. La situation n'est toujours pas conforme.
- Sécheur épurateur MAN1 : 7,25 m/s pour une limite minimale de 5 m/s. Le retour à la conformité réglementaire est constaté.
- Sécheur épurateur MAN2 : 4,75 m/s pour une limite minimale de 5 m/s. La vitesse d'éjection est légèrement inférieure à la limite réglementaire.

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a mentionné qu'il souhaitait remplacer l'oxydateur existant de la KBA2 par un oxydateur plus petit et plus adapté à l'activité. Ce changement d'équipement permettrait de répondre d'une part aux objectifs d'optimisation énergétique imposés par les Meilleures Techniques Disponibles et d'autre part de disposer d'une vitesse d'éjection des rejets conforme à la réglementation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant informe périodiquement l'inspection des installations classées de l'avancement du calendrier de remplacement de l'oxydateur thermique associé à la KBA2.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 7 : Autosurveillance – conditions de respect des VLE (NOx et CO)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 3.5.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des VLE

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Les rejets des 2 cheminées des sécheurs épurateurs des rotatives de type MANROLLAND et de l'incinérateur extérieur dédié à la rotative KBA, respectent les valeurs limites suivantes :

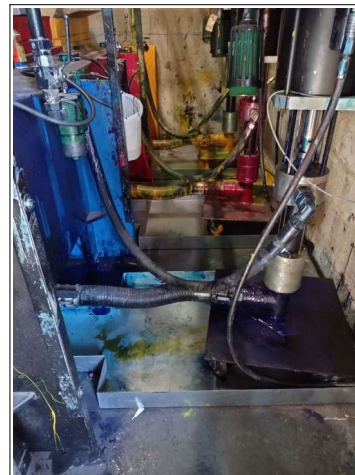
- 100 mg/Nm<sup>3</sup> pour les NOx

- 100 mg/Nm <sup>3</sup> pour le CO
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 14/05/2024, l'exploitant a transmis le rapport d'essais de Bureau Veritas relatif à la mesure des rejets atmosphériques du site Imaye Graphic à Laval (N° de rapport 352130530.R.2 du 08/03/2024 - Intervention du 19/02/2024 au 20/02/2024).</p> <p>Pour rappel, lors de la précédente visite d'inspection du 11/10/2022, les résultats d'analyse n'étaient pas conformes pour le paramètre CO au sein des deux sécheurs épurateurs MAN.</p> <p>Le rapport d'essais sus-mentionné révèle les niveaux de concentration NOx et CO suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sécheur épurateur MAN1 : 31,2mg/Nm<sup>3</sup> en CO et 56,4 mg/Nm<sup>3</sup> en Nox</li> <li>• Sécheur épurateur MAN2 : 1,25 mg/Nm<sup>3</sup> en CO et 99,6 mg/Nm<sup>3</sup> en Nox</li> <li>• Incinérateur KBA2 : 4,39 mg/Nm<sup>3</sup> en CO et 10,7 mg/Nm<sup>3</sup> en Nox</li> </ul> <p>Le retour à la conformité réglementaire est constaté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Fuites d'encres - Constat de la VI du 18/02/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 74.5 Alinéa 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/10/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) est effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que lors du premier semestre 2023, des bacs galvanisés ont été mis en place au droit de chacune des pompes de distribution des encres. La prestation a été réalisée par la société CIMS. Le montant des travaux est de l'ordre de 11 000 euros.</p>

Lors de la visite des installations, l'inspection des installations classées a constaté la présence de dispositif individuel de rétention pour chaque pompe. Ces dispositifs de rétention sont complétés par un dispositif de rétention commun à l'ensemble des pompes. Il a été constaté la présence d'égouttures au sein de plusieurs rétentions individuelles. L'exploitant déclare que, de par la viscosité des encres, les joints des pompes perdent rapidement leur étanchéité. Dans ce contexte, l'exploitant déclare réaliser un nettoyage quotidien des rétentions mises en place. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'une capacité de rétention a vocation à être vide de tout liquide et qu'en cas de déversement, celui-ci doit être récupéré. Les modalités d'exploitation des pompes nécessitent un suivi et un entretien quotidien des rétentions. **Ces modalités d'exploitation doivent être appliquées de manière rigoureuse et pérenne.**



**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Rétention

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 7.4.2 Alinéa 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

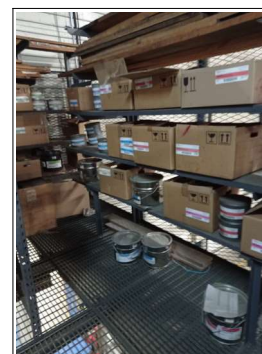
Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts sauf pour les lubrifiants ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou la capacité totale des récipients si elle est inférieure.

**Constats :**

Lors de la visite des installations, l'inspection a effectué le même constat que lors de la visite d'inspection du 11/10/2022, à savoir : la présence de bidons et de pots d'encres (capacité unitaire inférieure à 25 litres) sans rétention au sein du bâtiment de production. Ce stockage est situé en mezzanine, sur un plancher grillagé.

En l'absence de mise en oeuvre de mesures correctives dans les meilleurs délais, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé à la signature de Madame la Préfète de la Mayenne.



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois